

#2723

FRANCAIS VENTILATION REGULATION

#2723

ANNEXE



DÉFINITION DES ZONES CLIMATIQUES

Zone.	Zone.
1 Ain	H 1
2 Aisne	H 1
3 Allier	H 1
4 Alpes-de-Haute-Provence	H 2
5 Hautes-Alpes	H 1
6 Alpes-Maritimes	H 3
7 Ardèche	H 2
8 Ardennes	H 1
9 Ariège	H 2
10 Aube	H 1
11 Aude	H 3
12 Aveyron	H 2
13 Bouches-du-Rhône	H 3
14 Calvados	H 1
15 Cantal	H 1
16 Charente	H 2
17 Charente-Maritime	H 2
18 Cher	H 2
19 Corrèze	H 1
20 Corse	H 3
21 Côte-d'Or	H 1
22 Côtes-du-Nord	H 2
23 Creuse	H 1
24 Dordogne	H 2
25 Doubs	H 1
26 Drôme	H 2
27 Eure	H 1
28 Eure-et-Loir	H 1
29 Finistère	H 2
30 Gard	H 3
31 Haute-Garonne	H 2
32 Gers	H 2
33 Gironde	H 2
34 Hérault	H 3
35 Ile-et-Vilaine	H 2
36 Indre	H 2
37 Indre-et-Loire	H 2
38 Isère	H 1
39 Jura	H 1
40 Landes	H 2
41 Loir-et-Cher	H 2
42 Loire	H 1
43 Haute-Loire	H 1
44 Loire-Atlantique	H 2
45 Loiret	H 1
46 Lot	H 2
47 Lot-et-Garonne	H 2
48 Lozère	H 2
49 Maine-et-Loire	H 2
50 Manche	H 2
51 Marne	H 1
52 Haute-Marne	H 1
53 Mayenne	H 2
54 Meurthe-et-Moselle	H 1
55 Meuse	H 1
56 Morbihan	H 2
57 Moselle	H 1
58 Nièvre	H 1
59 Nord	H 1
60 Oise	H 1
61 Orne	H 1
62 Pas-de-Calais	H 1
63 Puy-de-Dôme	H 1
64 Pyrénées-Atlantiques	H 2
65 Hautes-Pyrénées	H 2
66 Pyrénées-Orientales	H 3
67 Bas-Rhin	H 1
68 Haut-Rhin	H 1
69 Rhône	H 1
70 Haute-Saône	H 1
71 Saône-et-Loire	H 1
72 Sarthe	H 2
73 Savoie	H 1
74 Haute-Savoie	H 1
75 Paris	H 1
76 Seine-Maritime	H 1
77 Seine-et-Marne	H 1
78 Yvelines	H 1
79 Deux-Sèvres	H 2
80 Somme	H 1
81 Tarn	H 2
82 Tarn-et-Garonne	H 2
83 Var	H 3
84 Vaucluse	H 2
85 Vendée	H 2
86 Vienne	H 2
87 Haute-Vienne	H 1
88 Vosges	H 1
89 Yonne	H 1
90 Territoire de Belfort	H 1
91 Essonne	H 1
92 Hauts-de-Seine	H 1
93 Seine-Saint-Denis	H 1
94 Val-de-Marne	H 1
95 Val-d'Oise	H 1

Toutefois, les constructions situées à plus de 800 mètres d'altitude sont en zone H 1 lorsque le département est indiqué comme étant en zone H 2; et elles sont en zone H 2 lorsque le département est indiqué comme étant en zone H 3.

Dispositions relatives à l'aération des logements.

Le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie, le ministre de la santé et le ministre de l'urbanisme et du logement,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article *R. 111-9;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1969 relatif aux conduits de fumée desservant les logements;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1978 relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur;

Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif aux équipements et caractéristiques thermiques des bâtiments d'habitation;

Vu l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — L'aération des logements doit pouvoir être générale et permanente au moins pendant la période où la température extérieure oblige à maintenir les fenêtres fermées. Toutefois dans les bâtiments soumis à un isolément acoustique renforcé, en application de l'arrêté du 6 octobre 1978, l'aération doit pouvoir être générale et permanente en toute saison.

La circulation de l'air doit pouvoir se faire principalement par entrée d'air dans les pièces principales et sortie dans les pièces de service.

L'aération permanente peut être limitée à certaines pièces dans les cas et suivant les conditions définies au chapitre II.

CHAPITRE I^{er}

Aération générale et permanente.

Art. 2. — Le système d'aération doit comporter :

Des entrées d'air dans toutes les pièces principales, réalisées par des orifices en façades, des conduits à fonctionnement naturel ou des dispositifs mécaniques;

Des sorties d'air dans les pièces de service, au moins dans les cuisines, les salles de bains ou de douches et les cabinets d'aisances, réalisées par des conduits verticaux à tirage naturel ou des dispositifs mécaniques. En installation collective de ventilation, si une pièce de service possède une sortie d'air mécanique, toutes les autres pièces de service doivent en posséder une.

L'air doit pouvoir circuler librement des pièces principales vers les pièces de service.

Une pièce à la fois principale et de service, telle qu'une chambre ayant un équipement de cuisine, doit comporter une entrée et une sortie d'air, réalisées comme indiqué ci-dessus.

Art. 3. — Les dispositifs de ventilation, qu'ils soient mécaniques ou à fonctionnement naturel, doivent être tels que les exigences de débit extrait, définies ci-dessous, soient satisfaites dans les conditions climatiques moyennes d'hiver.

Les débits extraits dans chaque pièce de service doivent pouvoir atteindre, simultanément ou non, les valeurs données dans le tableau ci-après en fonction du nombre de pièces principales du logement :

NOMBRE de pièces principales du logement.	DÉBITS EXTRAITS EXPRIMÉS EN M ³ /H				
	Cuisine.	Salle de bains ou de douches commune ou non avec un cabinet d'aisances.	Autre salle d'eau.	Cabinet d'aisances	
				Unique.	Multipla.
1	75	15	15	15	15
2	90	15	15	15	15
3	105	30	15	15	15
4	120	30	15	30	15
5 et plus.	135	30	15	30	15

Dans les logements ne comportant qu'une pièce principale, la salle de bains ou de douches et le cabinet d'aisances peuvent avoir s'ils sont contigus, une sortie d'air commune située dans le cabinet d'aisances. Le débit d'extraction à prendre en compte est de 15 mètres cubes par heure.

En cas d'absence de cloison entre la salle de séjour et une chambre, la pièce unique ainsi créée est assimilée à deux pièces principales.

Si, de construction, une hotte est raccordée à l'extraction de la cuisine, un débit plus faible est admis. Il est déterminé, en fonction de l'efficacité de la hotte, suivant des modalités approuvées par le ministre chargé de la construction et de l'habitation et le ministre chargé de la santé.

Des cabinets d'aisances sont considérés comme multiples s'il en existe au moins deux dans le logement, même si l'un d'entre eux est situé dans une salle d'eau.

Art. 4. — Des dispositifs individuels de réglage peuvent permettre de réduire les débits sous les conditions suivantes :

Le débit total extrait est au moins égal à la valeur donnée par le tableau suivant :

Nombre de pièces principales	Débit total minimal en m ³ /h						
	1	2	3	4	5	6	7
Débit total minimal en m ³ /h	35	60	75	90	105	120	135

Le débit réduit de cuisine est au moins égal à :

- 20 m³/h dans les logements d'une pièce principale;
- 30 m³/h dans les logements de deux pièces principales;
- 45 m³/h dans les logements de trois pièces principales et plus.

Art. 5. — Les entrées d'air, complétées par la perméabilité des ouvrants, doivent permettre d'obtenir les débits définis à l'article 3.

CHAPITRE II

Aération permanente pouvant être limitée à certaines pièces.

Art. 6. — Pour les maisons individuelles isolées, jumelées ou en bande, situées dans les zones climatiques H 2 et H 3 définies à l'annexe de l'arrêté du 24 mars 1982 relatif aux équipements

Par lettre en date du 14 février 1983 le Directeur général des douanes italien M. Cantiello a donné son accord à l'extension de cette zone et a renvoyé à son homologue français un exemplaire signé par lui du plan qui la matérialise.

Le Ministère des Relations extérieures a l'honneur de proposer à l'Ambassade d'Italie que cette correspondance et la réponse qu'elle voudra bien lui faire parvenir constituent la confirmation de l'arrangement qui est intervenu, conformément à la procédure simplifiée prévue à l'article 2 paragraphe 3 de la Convention du 11 octobre 1963.

Le Ministère des Relations extérieures saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade d'Italie les assurances de sa haute considération.

CLAUDE COPIN.

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
DIRECTION DES FRANÇAIS A L'ÉTRANGER
ET DES ÉTRANGERS EN FRANCE
SERVICE DES ACCORDS DE RÉCIPROCITÉ

Paris, le 26 juillet 1983.

L'Ambassade d'Italie présente ses compliments au Ministère des Relations extérieures et a l'honneur d'accuser réception de la note n° 7778 T.43.H.é du 19 mai dernier concernant l'agrandissement de la zone du bureau à contrôles nationaux juxtaposés installé en gare de Breil-sur-Roya où interviennent en commun les services français et italiens des douanes et de la police.

L'Ambassade remercie le Département et tout en prenant bonne note de sa proposition, concorde sur le fait que la note susdite et la présente note de réponse constituent la confirmation de l'arrangement intervenu, conformément à la procédure simplifiée prévue à l'article 2, paragraphe 3 de la Convention du 11 octobre 1963.

L'Ambassade d'Italie saisit l'occasion pour renouveler au Ministère des Relations extérieures les assurances de sa haute considération.

MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT

Modification de l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements.

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, le ministre de l'industrie et de la recherche et le ministre de l'urbanisme et du logement,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article * R. 111-9 ;

Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — L'article 4 de l'arrêté du 24 mars 1982 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 4.

Des dispositifs individuels de réglage peuvent permettre de réduire les débits définis à l'article 3, sous les conditions suivantes :

En règle générale, le débit total extrait et le débit réduit de cuisine sont au moins égaux aux valeurs données dans le tableau suivant :

	NOMBRE DE PIÈCES PRINCIPALES						
	1	2	3	4	5	6	7
Débit total minimal en m ³ /h	35	60	75	90	105	120	135
Débit minimal en cuisine en m ³ /h	20	30	45	45	45	45	45

Lorsque l'aération est assurée par un dispositif mécanique ce module automatiquement le renouvellement d'air du logement, de telle façon que les taux de pollution de l'air intérieur ne constituent aucun danger pour la santé et que puissent être évitées les condensations, sauf de façon passagère, les débits définis par le tableau ci-dessus peuvent être réduits.

L'emploi d'un tel dispositif doit faire l'objet d'une autorisation du ministre chargé de la construction et de l'habitation et du ministre chargé de la santé, qui fixe les débits minimaux à respecter.

En tout état de cause, le débit total extrait est au moins égal à la valeur donnée par le tableau suivant :

	NOMBRE DE PIÈCES PRINCIPALES						
	1	2	3	4	5	6	7
Débit total minimal en m ³ /h	10	10	15	20	25	30	35

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 octobre 1983.

Le ministre de l'urbanisme et du logement

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
P. CHEVALLIER.

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de la santé,
J. ROUX.

Le ministre de l'industrie et de la recherche

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
L. SCHWEITZER.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1983-1984

I. — ORDRE DU JOUR

Mardi 15 novembre 1983.

A neuf heures trente. — 1^{re} SÉANCE PUBLIQUE

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1984 (n° 1726). (Rapport n° 1735 de M. Christian Pierret, rapporteur général au nom de la commission des finances de l'économie générale et du Plan) :

Economie, finances et budget, consommation, et article 107 :

CHARGES COMMUNES :

Annexe n° 15, tome I : M. Jean-Pierre Balligand, rapporteur spécial.

SERVICES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS :

Annexe n° 15, tome II : M. Jean-Pierre Balligand, rapporteur spécial.

BUDGET :

Annexe n° 16. — M. Parfait Jans, rapporteur spécial.

CONSUMMATION :

Annexe n° 17. — M. Serge Beltrame, rapporteur spécial, avis n° 1740, tome VII, de M. Maurice Cornette, au nom de la commission de la production et des échanges.

Industrie et recherche, énergie, et article 109 :

COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN :

Recherche :

Annexe n° 21. — M. Michel Charzat, rapporteur spécial.

Industrie :

Annexe n° 22. — M. Claude Germon, rapporteur spécial.

caractéristiques thermiques des bâtiments d'habitation, la construction et les équipements peuvent satisfaire aux dispositions réduites suivantes :

- a) La cuisine comporte une sortie d'air réalisée par un conduit vertical à tirage naturel ou par un dispositif mécanique ;
- b) Les autres pièces de service comportent :
 - soit une sortie d'air réalisée par un conduit vertical à tirage naturel ou par un dispositif mécanique ;
 - soit une ouverture extérieure obturable ;
- c) Chaque pièce principale possède une entrée d'air réalisée par un orifice en façade, un conduit à fonctionnement naturel ou un dispositif mécanique.

Art. 7. — Les sorties d'air de la cuisine et, éventuellement, des autres pièces de service doivent permettre d'obtenir les débits fixés par l'article 3 et ils peuvent être réduits comme indiqué à l'article 4.

CHAPITRE III

Dispositions communes aux deux modes d'aération définis aux chapitres I^{er} et II.

Art. 8. — En cas d'installation d'appareils à combustion dans un logement, le système d'aération doit pouvoir assurer les débits nécessaires à leur bon fonctionnement.

Art. 9. — Les conduits de sortie d'air par tirage naturel peuvent être individuels, c'est-à-dire ne desservir qu'une pièce, ou collectifs, c'est-à-dire desservir plusieurs pièces.

Un conduit collectif doit comporter un conduit collecteur et des raccordements individuels de hauteur d'étage, chacun de ces derniers ne desservant qu'une pièce. Un conduit collectif qui dessert des cuisines ne peut desservir des locaux d'autre nature.

Les dévoiements éventuels de ces conduits à tirage naturel doivent répondre aux dispositions définies à l'article 17 de l'arrêté du 22 octobre 1969 relatif aux conduits de fumée desservant des logements.

Le débouché du conduit, situé en toiture, doit être tel que l'évacuation de l'air s'effectue correctement à l'extérieur, sans refoulement vers les logements (ce qui suppose que la dépression créée par le vent au sommet du conduit s'oppose utilement aux dépressions créées en façade). Par ailleurs, la disposition des conduits de ventilation, par rapport à des conduits de fumée éventuels, doit être telle qu'elle ne favorise pas les siphonnages par les souches.

Art. 10. — Le rejet de l'air par un dispositif mécanique doit être tel que l'évacuation de l'air s'effectue correctement à l'extérieur, sans refoulement ni renvoi vers les logements.

Dans les installations mécaniques collectives :

- si l'extraction de l'air d'un même logement est réalisée par plusieurs extracteurs distincts, ceux-ci ne doivent pouvoir fonctionner que simultanément ;
- si l'extracteur est à transmission par courroie, il doit comporter une courroie supplémentaire de secours.

Art. 11. — Lorsque l'évacuation de l'air est faite par un dispositif mécanique, les conduits de fumée et foyers situés dans les logements, fonctionnant par tirage naturel doivent être tels que la dépression créée dans un logement par l'évacuation mécanique de l'air ne puisse entraîner d'inversion de tirage, notamment lors de l'allumage de certains foyers.

Art. 12. — Les conduits de fumée situés dans les logements ne peuvent être raccordés à un dispositif mécanique que si :

- l'évacuation de l'air de ventilation est également obtenue par un dispositif mécanique ;
- les deux dispositifs mécaniques sont communs ou ne peuvent fonctionner que simultanément ;
- en cas de panne du dispositif mécanique servant à l'évacuation des fumées ou des gaz brûlés, celle-ci est assurée par tirage naturel à moins que la combustion ne soit automatiquement arrêtée. Dans ce dernier cas, le réallumage ne peut intervenir qu'en toute sécurité.

Lorsque l'évacuation de l'air de la cuisine est faite par un dispositif mécanique collectif, il convient qu'en cas de panne de celui-ci, les produits de combustion d'appareils à gaz ou hydrocarbures liquéfiés, non raccordés, qui pénètrent dans le circuit d'extraction, puissent cheminer vers l'extérieur par tirage naturel. S'il n'en est pas ainsi, notamment lorsque le circuit d'évacuation est descendant, il doit exister un système d'alarme fonctionnant automatiquement en cas de panne.

Art. 13. — Qu'il s'agisse de conduit à tirage naturel ou de dispositif mécanique, une évacuation des produits de combustion d'appareils à gaz ou à hydrocarbures liquéfiés, raccordés, peut servir de sortie d'air, à condition qu'une plaque scellée indique qu'on ne peut y raccorder un appareil utilisant un autre combustible.

Art. 14. — Aucun dispositif mécanique individuel, tel qu'une hotte de cuisine équipée d'un ventilateur, ne peut être raccordé à une installation collective de sortie d'air, qu'elle soit mécanique ou à tirage naturel.

Art. 15. — Les caractéristiques et l'emplacement des entrées d'air doivent être tels qu'il n'en résulte ni inconfort pour les occupants ni désordre pour la construction et les équipements.

Ces dispositifs peuvent être auto-réglables ou réglables par l'occupant, mais non obturables.

Est considéré comme répondant aux exigences du présent article un système de distribution d'air, éventuellement traité avant son introduction dans le logement.

Art. 16. — Les dispositifs d'entrée et de sortie d'air doivent pouvoir être facilement nettoyés.

Les dispositifs mécaniques doivent pouvoir être facilement vérifiés et entretenus.

Art. 17. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables :

- à toutes constructions ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire ou de prorogation de permis de construire six mois après sa publication ;
- à toutes constructions dont la mise en chantier intervient dix-huit mois après sa publication.

Art. 18. — L'arrêté du 22 octobre 1969 relatif à l'aération des logements est abrogé à la date d'application du présent arrêté.

Art. 19. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mars 1982.

Le ministre de l'urbanisme et du logement,
ROGER QUILLIOT.

Le ministre délégué auprès du ministre de l'industrie,
chargé de l'énergie,
EDMOND HERVÉ.

Le ministre de la santé,
JACK RALITE.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1981-1982

I — ORDRE DU JOUR

Vendredi 2 avril 1982.

A seize heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. Ouverture de la session.
2. Installation des secrétaires d'âge.
3. Nomination, éventuellement par scrutin :
 - Des six vice-présidents ;
 - Des trois questeurs ;
 - Des douze secrétaires.
4. Installation du bureau.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 48 du règlement est convoquée pour le mardi 6 avril 1982, à douze heures, dans les salons de la présidence.

II. — COMMISSIONS

Convocation de commissions.

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales se réunira (salle n° 6513) :

Le mardi 30 mars 1982.

1° A seize heures quarante-cinq.

Nomination de rapporteurs sur les projets de loi suivants :

- Libertés des travailleurs dans l'entreprise.
- Négociation collective et règlement des conflits collectifs du travail.
- Développement des institutions représentatives du personnel.
- Comités d'hygiène et de sécurité et conditions de travail.